

Pouvoir Adjudicateur :

INRAE – Centre Ile-de-France Jouy-en-Josas - Antony
Domaine de Vilvert
78352 JOUY-EN-JOSAS Cedex

**MAINTENANCE ET DEVELOPPEMENT DU SYSTEME INFORMATIQUE DE
CALCUL ET DE STOCKAGE DE DONNEES DE L'UNITE METAGENOPOLIS (MGP)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Procédure formalisée (appel d'offres ouvert) en application des articles L2124-2 et R2161-2 à R2161-5
du code de la commande publique.

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHÉ	5
1.1. – <i>Objet du marché</i>	5
1.2. – <i>Décomposition en lots/Tranches/Variantes/Options/Prestations Supplémentaires Eventuelles</i>	5
Article 1.2.3 – Options	5
Article 1.2.4 – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).....	5
Article 1.2.5 - Variantes.....	5
1.3. – <i>Forme</i>	5
1.4. – <i>Exécutions complémentaires</i>	6
1.4.1 – Modification du contrat.....	6
1.4.2 – Réalisation de prestations similaires	6
1.5. – <i>Durée du marché</i>	6
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 3 – CONTENU DES PRESTATIONS	7
Article 3-1 : <i>Prestations du volet 1</i>	7
Article 3-2 : <i>Prestations du volet 2</i>	7
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
Article 4-1 : <i>Conditions générales</i>	8
Article 4-2 : <i>Accès et circulation à INRAE</i>	8
Article 4-3 : <i>Secret professionnel et obligation de discrétion</i>	8
ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE INRAE	8
ARTICLE 6 – STABILITE DES EQUIPES.....	9
ARTICLE 7 – DISPOSITION EN CAS DE SOUS-TRAITANCE DECLAREE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	9

ARTICLE 8 – VERIFICATIONS ET VALIDATIONS DES PRESTATIONS	10
<i>Article 8-1 : Validation et acceptation des livrables</i>	<i>10</i>
<i>Article 8-2 : Recette</i>	<i>11</i>
<i>Article 8-3 : Réception des prestations</i>	<i>12</i>
ARTICLE 9 – PRIX ET ECHEANCIER DES VERSEMENTS.....	12
<i>Article 9-1 : Contenu des prix.....</i>	<i>12</i>
<i>Article 9-2 : Révision des prix.....</i>	<i>12</i>
<i>Article 9-2 : Échéancier des versements</i>	<i>13</i>
<i>Article 9-2-1 : pour le volet 1:</i>	<i>13</i>
<i>Article 9-2-2 : pour le volet 2 :</i>	<i>13</i>
ARTICLE 10 – MODALITE DES PAIEMENTS	14
<i>Article 10-1 : Présentation des factures</i>	<i>14</i>
<i>Article 10-2 : Délai de paiement.....</i>	<i>14</i>
ARTICLE 11 – AVANCE	15
ARTICLE 12 – PENALITES.....	15
<i>Article 12-1 : Retard & mauvaise exécution du service</i>	<i>15</i>
<i>Article 12-2 : Défaut de qualification suffisante</i>	<i>15</i>
<i>Article 12-3 : Plafond des pénalités</i>	<i>15</i>
ARTICLE 13 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	16
<i>Article 13-1 : Dispositions générales relatives à l'utilisation des résultats.</i>	<i>16</i>
<i>Article 13-2 : Propriété matérielle</i>	<i>16</i>
<i>Article 13-3 : Développements spécifiques réalisés au titre du marché</i>	<i>16</i>
<i>Article 13-4 : Logiciels & développements spécifiques réalisés à partir de logiciel(s) sous licence(s) libre(s)</i>	<i>17</i>
<i>Article 13-5 : Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine</i>	<i>17</i>
<i>Article 13-6 : Garantie des droits</i>	<i>18</i>
ARTICLE 14 – GARANTIE	18
ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE	18

<i>Article 15-1 : Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur.....</i>	19
<i>Article 15-2 : Résiliation aux torts du Titulaire</i>	19
ARTICLE 16 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES	19
ARTICLE 17 – EVOLUTION DE LA LEGISLATION	20
ARTICLE 18 – MODE DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES ET DEVELOPPEMENT DURABLE	20
ARTICLE 19 – LITIGE.....	20
ARTICLE 20 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET CLAUSE SOCIALE	20
ARTICLE 21 – DEROGATION AU CCAG-TIC.....	21

ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHÉ

1.1. – Objet du marché

La présente consultation concerne la maintenance et le développement du système de calcul et de stockage de données de l'unité MétaGénoPolis (MGP) du centre Ile-de-France - Jouy-en-Josas - Antony.

Lieu d'exécution : Unité METAGENOPOLIS, centre Ile-de-France - Jouy-en-Josas - Antony – Domaine de Vilvert – Bâtiment 325 – 78352 JOUY-EN-JOSAS.

1.2. – Décomposition en lots/Tranches/Variantes/Options/Prestations Supplémentaires Eventuelles

Article 1.2.1 – Décomposition en lots

Les prestations sont dévolues en lot unique selon les dispositions de l'article L2113-11 du Code de la commande publique.

Les soumissionnaires peuvent répondre seuls ou en groupement.

Article 1.2.2 – Décomposition en tranches

Sans objet.

Article 1.2.3 – Options

Les options correspondent à une notion du droit de l'Union Européenne. Elles constituent des prestations susceptibles de s'ajouter, sans remise en concurrence, aux prestations commandées de manière ferme dans le cadre du marché public et qui doivent être prévues dans le contrat initial. Il s'agit, dans le cas du présent accord-cadre, de marchés publics de services similaires et des reconductions.

Article 1.2.4 – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Le dossier ne contient pas de Prestations Supplémentaires Eventuelles en rapport direct avec l'objet du marché, qu'elles soient obligatoires ou facultatives.

Article 1.2.5 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. Les soumissionnaires doivent obligatoirement présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

1.3. – Forme

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2, 1° et R.21612-2 du code de la commande publique.

La forme du marché public est un accord-cadre mono-attributaire au sens des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, sans montant minimum et avec un seuil maximum annuel de 400 000 €HT.

1.4. – Exécutions complémentaires

1.4.1 – Modification du contrat

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément aux articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique.

Clauses de réexamen – article R2194-1 du CCP :

Le marché prévoit, selon les dispositions de l'article R2194-1 précité, les clauses de réexamen suivantes :

- pour la prise en compte d'un changement de références dans le bordereau des prix unitaires (BPU)
- pour la modification du montant maximum de l'accord-cadre n'entraînant pas de modification substantielle de l'accord-cadre
- pour la prise en compte de toute situation imprévisible en raison d'une crise sanitaire, d'une crise énergétique, d'une hausse des prix des matières premières ou autre afin d'ajuster les prestations en conséquence et d'éviter toute situation de blocage. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans l'indice utilisé pour la révision des prix du marché.

INRAE communique par courriel au(x) titulaire(s) le projet de modification qui prendra la forme d'un avenant actant les modifications, et le cas échéant, le bordereau des prix unitaires modifié en conséquence.

Les modifications prendront effet à la notification de l'avenant actant ces changements.

1.4.2 – Réalisation de prestations similaires

Suivant les dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence, susceptible d'être passé ultérieurement pour la réalisation de prestations similaires, qui seront exécutées par le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre.

1.5. – Durée du marché

La durée du marché est d'un (1) an ferme à compter de sa date de notification, reconductible tacitement, à chaque date anniversaire du marché, trois fois pour une période d'un (1) an, sans que la durée totale ne puisse dépasser quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Pour le cas où INRAE ne souhaite pas reconduire le marché, il adressera sa décision de non reconduction au titulaire trois mois au moins avant l'échéance de la période en cours. Cette non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

a) Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement (AE) (par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-TIC, il est précisé que seule une copie de l'acte d'engagement est notifiée au titulaire du marché)
- Le bordereau des prix unitaires
- Les modifications éventuelles
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du marché

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses annexes
- Le Plan d'Assurance Sécurité (PAS), validé par INRAE
- Le Plan Qualité Maintenance (PQM), validé par INRAE
- L'offre technique du titulaire du marché, constituée du cadre de réponse technique et de ses annexes

b) Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, ci-après désigné le CCAG-TIC.

Toute clause portée dans la proposition du Titulaire et contraire aux documents contractuels du présent marché est réputée non écrite.

ARTICLE 3 – CONTENU DES PRESTATIONS

Article 3-1 : Prestations du volet 1

Les prestations du volet 1 sont décrites au chapitre C, Volet 1 du CCTP.

- Maintien en condition opérationnelle de la plateforme ;
- Organisation et pilotage du projet.

L'organisation et le pilotage du projet, volets 1 et 2, sont inclus dans les prix unitaires annuels au titre du maintien en condition opérationnelle de la plateforme.

Article 3-2 : Prestations du volet 2

Le volet 2 porte sur les périmètres/domaines suivants, décrits au chapitre 2, Volet 2 du CCTP :

- Evolution technologique de l'infrastructure de calcul
- Evolution technologique de l'infrastructure de stockage, sauvegarde et archivage des données
- Sécurité du Système d'Information
- Transversalité de la plateforme informatique
- Assistance aux utilisateurs
- Mise à disposition de services informatiques/bio informatiques à la communauté scientifique
- Préparation du dossier de réversibilité technique (transfert de compétences).

Le volet 2 est constitué d'unités d'œuvre caractérisant une tâche permettant, seules ou combinées, la réalisation des prestations dans les domaines listés ci-dessus. La simple estimation du type et du nombre d'UO à utiliser pour réaliser une prestation n'est pas facturable.

Les prestations du volet 2 feront l'objet de bons de commandes ponctuels exécutables sur toute la durée du marché selon les besoins. Ces bons de commandes comprendront au minimum la dénomination de l'unité d'œuvre (ou des unités d'œuvre) commandée(s), sa (leur) quantité(s), la durée d'exécution globale, ainsi que son (leur) montant(s) hors taxes.

Quelles que soient les prestations à unités d'œuvre, il est bien entendu que les évaluations se feront par rapport aux seules unités d'œuvre définies dans le CCTP.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Article 4-1 : Conditions générales

Le titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à prendre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Le titulaire est astreint, pour l'ensemble des prestations découlant du marché, à une obligation de résultats sur les prestations attendues et dont les modalités sont décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'engage, dans la réalisation de ses prestations, à mener les actions concourant au respect :

- De la qualité et de la complétude des prestations précisées dans son offre ;
- Des délais convenus, tels que prévus au CCTP, ainsi que dans l'offre technique et dans les bons de commande lorsque ces documents en comprennent ;
- Du budget définitif de son offre.

Le titulaire est astreint, pour l'ensemble des prestations découlant du marché, à une obligation de diligence, de conseil et de service.

Le titulaire s'oblige à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art.

Article 4-2 : Accès et circulation à INRAE

Pour la partie des prestations exécutée sur place, le titulaire doit fournir la liste nominative des personnels présents sur le site. Aucun personnel ne sera admis sans autorisation. Lorsqu'ils sont sur le site INRAE, les personnels du titulaire doivent respecter les règles de fonctionnement propres à ce site.

Article 4-3 : Secret professionnel et obligation de discrétion

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, cotraitants, fournisseurs, filiales et mandataires, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les données, études, programmes, décisions et autres informations, dont il aura connaissance au titre de l'exécution du marché, à l'exclusion de ceux de ces éléments tombés dans le domaine public.

Il s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans l'accord préalable exprès de INRAE.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la référence « INRAE » à des fins commerciales pour présenter une offre de service à d'autres clients qu'avec l'autorisation écrite de INRAE.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE INRAE

INRAE s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, toutes les informations et données dont il dispose et qui sont nécessaires à la bonne exécution du marché dans le strict respect des conditions de confidentialité requises.

ARTICLE 6 – STABILITE DES EQUIPES

Le titulaire s'engage à constituer une équipe affectée au marché ayant une connaissance éprouvée de ce type de mission et des solutions mises en œuvre. Le titulaire assume seul l'entière responsabilité quant à la définition du profil et à la désignation des membres de son équipe ainsi que de leur nombre. Le personnel devra avoir le niveau de qualification requis. L'organisation de l'équipe sera détaillée dans le cadre de réponse technique en son § 3.3 intitulé « Pertinence de l'équipe proposée ».

Le titulaire s'engage à mettre à disposition tous les profils techniques nécessaires à l'exécution des prestations attendues au titre du marché, et ce dès son premier jour d'application.

Tout au long de la mission, les intervenants du titulaire doivent respecter, a minima, les qualifications requises telles qu'énoncées au § 3.3 intitulé « Pertinence de l'équipe proposée » du cadre de réponse technique.

Sauf cas de force majeure dûment attestée, les intervenants du titulaire ne peuvent être remplacés qu'après communication des profils et des curriculums vitae détaillés deux mois avant le remplacement prévu. INRAE dispose d'un délai de huit jours ouvrés pour approuver ou refuser le nouvel intervenant. Si INRAE approuve le profil du « remplaçant », une période de recouvrement d'un mois est organisée et prise en charge par le titulaire sauf en ce qui concerne le responsable pour lequel cette période de recouvrement est fixée à deux mois. A cet effet la période de recouvrement s'accompagnera obligatoirement de la transmission de toutes les informations, documents de travail et renseignements obtenus lors de l'exécution du marché.

D'une manière générale, le titulaire prendra impérativement les mesures nécessaires pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien le calendrier de réalisation et/ou la qualité des prestations. Les coûts induits par le transfert de connaissances d'un ancien intervenant de l'équipe à un nouvel intervenant, seront intégralement supportés par le titulaire, les nouveaux intervenants devant être opérationnels au jour du départ des anciens.

Le titulaire reste entièrement responsable des personnels qu'il affecte à l'exécution des prestations du marché.

ARTICLE 7 – DISPOSITION EN CAS DE SOUS-TRAITANCE DECLAREE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties des marchés subséquents, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant détient obligatoirement les agréments requis de l'entreprise titulaire (en cours de validité) pour l'exécution des prestations qui lui sont sous-traitées.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours d'exécution de l'accord-cadre selon les modalités définies aux articles L2193-4 à L2193-7 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner découlant des articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique.

En cas de non déclaration de sous-traitance, quel que soit le rang de celle-ci, le sous-traitant concerné devra immédiatement cesser sa prestation. Le titulaire de l'accord-cadre sera mis en demeure de régulariser la

situation. Une pénalité de **1 000 €** lui sera immédiatement appliquée. Le défaut de communication de l'acte spécial de sous-traitance, un mois après avoir été mis en demeure de le fournir, expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 42.1 du CCAG-TIC (résiliation du marché).

Si, sans motif valable, le titulaire n'a pas remis au pouvoir adjudicateur le contrat de sous-traitance ou la justification de la fourniture d'une caution en l'absence de délégation de paiement pour les sous-traitants de rang n+ 1 quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité journalière de **200 €** par jour de retard.

Païement direct du sous-traitant :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ainsi qu'au pouvoir adjudicateur par dépôt au format Pdf sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur, faute de quoi celui-ci devra payer la somme réclamée par le sous-traitant à ce dernier.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai maximum de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement, ou de l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'article R2392-12 du Code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il verse au sous-traitant.

ARTICLE 8 – VERIFICATIONS ET VALIDATIONS DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification et de validation des prestations et des livrables sont détaillées dans le Plan de Qualité de Maintenance (PQM). Le PQM, conforme au CCAP et au CCTP du présent marché, doit comprendre obligatoirement une partie consacrée aux protocoles de recette des prestations. Le PQM est établi contradictoirement par les parties en début d'exécution du marché dans le délai maximum d'un mois à compter de la notification du marché. Il est validé par INRAE (conformément au cadre imposé par INRAE dans le CCAP et CCTP).

En tout état de cause, les protocoles de recette se conformeront obligatoirement aux conditions minimales fixées aux articles 10-1, 10-2, et 10-3 du présent document.

Les opérations de validation sont conduites par INRAE.

Article 8-1 : Validation et acceptation des livrables

Le titulaire adresse à INRAE pour approbation, chaque livrable selon les dates indiquées dans le PQM ou à défaut dans tout autre document les prévoyant. Lorsqu'aucune date ou délai n'est prévu, le livrable est soumis à INRAE pour approbation dès son achèvement.

Pour les prestations nécessitant un développement, le titulaire est tenu de procéder à sa recette interne avant la notification de l'écrit (par courriel ou via l'outil de gestion des tickets) par lequel le titulaire avise INRAE que les prestations sont prêtes à être vérifiées. Il doit s'assurer de la non-régression des applicatifs.

La validation des prestations du volet 1, comme celle des prestations du volet 2, est précédée d'une phase de recette. S'agissant des prestations ne nécessitant pas de développement(s), la recette prend la forme d'une

simple vérification par INRAE de la conformité du livrable réceptionné par rapport au besoin exprimé et commandé.

Par dérogation aux articles 26.2 et 27 du CCAG-TIC, cette phase de recette n'est pas structurée en deux parties.

Article 8-2 : Recette

La recette a pour but de constater que la prestation réalisée par le titulaire présente toutes les caractéristiques qui la rendent apte à remplir les fonctions précisées dans les documents idoines.

Les modalités d'exécution de la recette sont décrites dans le PQM établi contradictoirement par les parties en début d'exécution du marché et validé par INRAE.

- Prestation du volet 1:

Maintien en condition opérationnelle de la plateforme

Le titulaire rendra à l'INRAE les rapports de suivi d'incidents tels que décrit aux chapitres Volet 1, 2., (c) Livrables de cette prestation du CCTP.

La recette débute à la livraison du rapport de recette maintenu à jour de façon à permettre des tests dans les conditions les plus proches de celles de la production.

Si la recette est positive (c'est à dire sans réserve(s)), INRAE prononce la réception du rapport.

Si, à l'inverse, la recette est négative (c'est-à-dire avec réserve(s)), INRAE prend une décision d'ajournement, en fixant un nouveau délai au terme duquel le Titulaire devra lui présenter à nouveau la prestation, sans préjudice des pénalités pour retard qui pourront, le cas échéant être mis à sa charge. Le Titulaire est tenu de corriger sa prestation de manière à la rendre conforme aux attendus d'INRAE.

INRAE peut également prendre une décision de réception avec réfaction, ou une décision de rejet total ou partiel de la prestation. Cette dernière décision peut être prononcée sans préjudice d'une décision de résiliation aux torts du Titulaire, et à ses frais et risques.

La validation de la recette est formalisée par la qualification par INRAE, comme « conforme à la demande » sans réserves.

- Concernant les prestations du volet 2 :

Le titulaire rendra à l'INRAE les rapports de suivi d'incidents tels que décrit aux chapitres Volet 2, 4., (b) Recettes des prestations et (c) Cahier de recette, du CCTP.

Elle débute au moment où le titulaire informe INRAE de la livraison de la prestation.

Si la recette est positive (c'est à dire sans réserve(s)), INRAE prononce la réception de la prestation.

Si, à l'inverse, la recette est négative (c'est-à-dire avec réserve(s)), INRAE prend une décision d'ajournement, en fixant un nouveau délai au terme duquel le titulaire devra lui présenter à nouveau la prestation, sans préjudice des pénalités pour retard qui pourront, le cas échéant être mis à sa charge. Le titulaire est tenu de corriger sa prestation de manière à la rendre conforme aux attendus d'INRAE.

INRAE peut également prendre une décision de réception avec réfaction, ou une décision de rejet total ou partiel de la prestation. Cette dernière décision peut être prononcée sans préjudice d'une décision de résiliation aux torts du titulaire, et à ses frais et risques.

La validation de la recette est formalisée par courrier électronique envoyé par INRAE au titulaire.

Article 8-3 : Réception des prestations

Pour la prestation du volet 1, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-TIC, la date de réception des prestations est la date de qualification par INRAE, par courrier électronique comme « conforme à la demande » sans réserves.

Pour les prestations du volet 2, la notification par courrier électronique de recette positive par INRAE vaut réception des prestations. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-TIC, la date de réception des prestations est donc la date d'envoi par INRAE du courrier électronique de recette positive.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-TIC, la date de début de la garantie est la date de réception desdites prestations.

ARTICLE 9 – PRIX ET ECHancier DES VERSEMENTS

Article 9-1 : Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont établis hors taxes, à la date limite de réception des offres.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont traités à prix unitaires sur la base des prix du bordereau des prix unitaires appliqués aux quantités réellement mises en œuvre.

Ils sont réputés comprendre, outre les prestations dont ils sont l'objet, tous les frais annexes ainsi que toutes les réunions et déplacements nécessaires. Il ne pourra être demandé aucun supplément de rémunération à ce titre.

Les prestations pourront faire l'objet d'un devis établi sur la base du bordereau des prix unitaires. Ce devis, couvrant le besoin exprimé par INRAE, est chiffré sur la base des prix du bordereau des prix et forfaitise le prix de la prestation répondant au besoin. Ces prestations commandées sur la base d'un prix ainsi forfaitisé entraînent l'obligation de résultat du titulaire quant aux engagements pris dans l'offre accompagnant le devis et quant au prix ainsi forfaitisé.

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut faire bénéficier INRAE de prix inférieurs à ceux figurant au bordereau de prix en cours de validité. Le cas échéant, les prix inférieurs proposés sont précisés dans le devis annexé à la commande.

Article 9-2 : Révision des prix

Les prix du marché sont fermes pendant la 1^{ère} année. Ils pourront être révisés à la date anniversaire du marché par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base pourront être révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (S_y/S_{y_0})$$

dans laquelle :

P = Prix révisé

P₀ = Prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro

S_y = Dernière valeur publiée de l'indice **SYNTEC révisé** à la date de révision du marché

S_{y₀} = Valeur de l'indice **SYNTEC révisé** du mois de remise des offres.

L'indice **SYNTEC révisé** est publié par la Fédération Syntec et par le Moniteur.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire envoie à INRAE le bordereau des prix révisés au plus tard un mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Dans cette proposition, le titulaire affiche la formule de façon à faire apparaître l'indice précédent et le nouvel indice. Le bordereau des prix révisés doit être validé par INRAE pour être applicable aux commandes ultérieures.

A défaut de communication par le titulaire de l'accord-cadre de la proposition de prix révisés dans le délai imparti, les prix de la période précédente continueront à s'appliquer pour la nouvelle période de l'accord-cadre.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Clause de sauvegarde :

Par dérogation à l'article 47 du CCAG-TIC, INRAE se réserve la possibilité de résilier le présent accord-cadre sans indemnité, après avoir respecté un préavis d'un (1) mois, en cas d'augmentation annuelle des prix supérieure à 4%

Article 9-2 : Échéancier des versements

Article 9-2-1 : pour le volet 1:

Le paiement de la prestation de maintien en condition opérationnelle de la plateforme se fait trimestriellement à termes échus après service fait.

Ce paiement se calcule par rapport au prix annuel de l'année en cours, en quatre trimestres dont le point de départ est la notification du marché.

Les éventuelles interventions en dehors des heures normales de service telles que définies dans le Volet 1, 2, (a) définitions du CCTP, feront l'objet d'une facturation mensuelle, à terme échu, suivant le relevé établi par le titulaire et validé par INRAE.

Article 9-2-2 : pour le volet 2 :

Prestations forfaitaires unitaires

Le paiement se fera en une seule fois, après service fait, sur présentation d'une facture.

Le paiement interviendra mensuellement sur présentation d'une facture accompagnée du document récapitulatif de l'ensemble des prestations traitées et validées par INRAE sur le mois considéré (la validation est formalisée par la qualification par INRAE comme « conforme à la demande » sans réserves et attesté comme tel par courrier électronique envoyé par INRAE au titulaire.

Considérations générales pour les prestations à bons de commandes.

Pour toutes les commandes du volet 2, d'une durée supérieure à 3 mois, le paiement se fera par acompte trimestriel, sur remise d'un procès-verbal d'avancement des travaux validé par INRAE. A cet effet, le nombre des acomptes est fonction de la durée prévisionnelle d'exécution du bon de commande. Ainsi, le montant du bon de commande sera divisé en acomptes trimestriels d'égal montant si la durée de la prestation est divisible en plusieurs trimestres. Dans le cas contraire, le solde pourra être adressé à la fin de la prestation sans attendre l'échéance d'un trimestre complet (par exemple pour une prestation de 5 mois, il y aura un acompte trimestriel et un acompte de 2 mois). Le montant des acomptes sera alors calculé au prorata du nombre de mois réels exécutés de la prestation.

Le titulaire pourra regrouper la facturation afférente à plusieurs bons de commandes en spécifiant et détaillant précisément dans la facture, le montant de chaque prestation ayant fait l'objet d'une commande et, s'il y a lieu, celui de l'acompte considéré d'un bon de commande pour le cas des prestations à durée supérieure à trois mois. **En particulier, compte tenu du coût de traitement d'une facture, le titulaire est fortement encouragé à grouper les factures d'un montant unitaire inférieur ou égal à 200 € HT.**

De même pour les commandes d'une durée d'exécution supérieure à trois mois, le titulaire pourra présenter, s'il le souhaite, une facture unique après service fait.

ARTICLE 10 – MODALITE DES PAIEMENTS

Article 10-1 : Présentation des factures

Le règlement du titulaire interviendra selon l'échéancier des versements prévu à l'article 9-2 du présent contrat. Il sera diminué le cas échéant du montant des pénalités prévues à l'article 12 du présent marché ainsi que le cas échéant dans le PQM.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, par dépôt au format pdf sur le site suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation (CHORUS) est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire : 180 070 039 00078
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre Ile-de-France Jouy-en-Josas - Antony.

Article 10-2 : Délai de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire du Centre Ile-de-France Jouy-en-Josas - Antony.

ARTICLE 11 – AVANCE

Une avance de 10 % est accordée au titulaire, dans les conditions de l'article R2191-16 du code de la commande publique, pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renonciation expresse du titulaire à l'article B4 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 12 – PENALITES

Article 12-1 : Retard & mauvaise exécution du service

Lorsqu'un ou plusieurs délai(s) n'est pas (ou ne sont pas) respecté(s) du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard calculée en application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

avec :

- P = le montant des pénalités ; sachant que P ne peut être supérieur à la valeur prise en considération pour le calcul de la pénalité,
- V = la valeur pénalisée. Cette valeur est égale au montant trimestriel hors taxes du volet 1 de la période concernée par le ou les retards, ou au montant hors taxes du bon de commande concerné pour le volet 2 ;
- R = le nombre de jours ou d'heures de retard suivant l'indicateur,

Article 12-2 : Défaut de qualification suffisante

Si le niveau de qualifications d'une ou des personnes affectées à l'exécution du présent marché ne correspondait pas à celui défini dans le cadre de réponse technique, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **800 euros** par personne non qualifiée et par jour d'exercice de prestation par la personne non qualifiée.

Si après pénalité et dans les quatre jours ouvrés qui suivent la réception d'une mise en demeure, le niveau de qualifications n'était toujours pas respecté, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités pour faute du titulaire.

Article 12-3 : Plafond des pénalités

Le montant total des pénalités appliquées, le cas échéant, est plafonné à 25 % du montant global du marché (Volet 1 « Maintien en condition opérationnelle et de sécurité de la plateforme » + valeur des bons des commandes du volet 2).

ARTICLE 13 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Article 13-1 : Dispositions générales relatives à l'utilisation des résultats.

INRAE peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations dans les limites fixées au présent article. Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations nées du marché, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de communiquer à INRAE, les connaissances acquises dans l'exécution du marché. Cette transmission conditionne la validation et la réception des prestations. INRAE s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du titulaire comme confidentiels, sauf lorsque ces méthodes et savoir-faire sont compris dans l'objet du marché. Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés à INRAE pour limiter l'utilisation des résultats des prestations.

Le titulaire fait son affaire de l'obtention des auteurs, des cessionnaires des droits patrimoniaux, des éditeurs de logiciels standards et spécifiques, de toutes les licences permettant la parfaite exécution des prestations prévues au marché.

Article 13-2 : Propriété matérielle

Le transfert de propriété des supports matériels (documents, études, guides utilisateurs, etc ...) réalisés au titre de ce marché est effectif à la date de réception des prestations.

Article 13-3 : Développements spécifiques réalisés au titre du marché

INRAE peut utiliser librement les résultats des prestations, les développements réalisés pour ses besoins spécifiques tels que précisés par le marché ainsi que les supports de formation, que ces besoins lui soient propres ou qu'ils soient ceux inhérents à ses partenaires présents ou futurs.

Le titulaire cède à INRAE, à titre exclusif, définitif et irrévocable, la pleine et entière propriété de tous les droits définis ci-après, attachés aux études, analyses, logiciels et/ou applications spécifiques (les développements) et à la documentation qui s'y attache, pour les logiciels et/ou application spécifiques sous forme de codes sources et codes exécutables, et à toute documentation s'y rapportant, réalisés, développés, exploités au titre du marché. INRAE a notamment le droit de réaliser, de développer ou de faire développer à l'issue du marché, d'autres applications spécifiques et toutes autres prestations à partir des études, analyses, logiciels et applications spécifiques produits dans le cadre de ce marché pour ses besoins propres.

Le titulaire cède notamment à INRAE, les droits suivants sur les développements spécifiques et documentations s'y rattachant :

- Le droit de reproduction par tous procédés et sur tous supports connus et inconnus à ce jour, objet du présent marché ;
- Le droit de représentation et de diffusion auprès de tout utilisateur, par tous procédés et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour ;
- Le droit de mise à disposition, onéreuse ou gratuite, totale ou partielle, des résultats des prestations par INRAE à tout utilisateur ;
- Le droit de correction ou de modification ;
- Le droit de maintenance et de suivi ;
- Le droit de traduction en toutes langues et tous langages ;

- Le droit d'adaptation sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, et à tous environnements et tous équipements ;
- Le droit d'interfaçage ou d'intégration de tout ou partie des programmes composants les logiciels et applications spécifiques avec tout autre logiciel ou progiciel ou application, au bénéfice d'INRAE, ou de tout utilisateur par elle désigné.

À cet effet, le titulaire remet tous les programmes, le cas échéant tous les codes sources et codes exécutables, tous les documents de travail et documentations associés aux logiciels et aux applications spécifiques dans les mêmes conditions que celles exprimées ci-dessus.

L'ensemble de ces cessions vaut, sans limitation de zone géographique, quelle qu'en soit la destination, quel qu'en soit le support, pour toute la durée des droits telle qu'elle est prévue par la législation sur la propriété littéraire et artistique, et telle qu'elle pourra être modifiée par toutes législations et conventions européennes ou internationales ultérieures.

La date de cession à INRAE par le titulaire des droits exclusifs, définitifs et irrévocables de propriété des logiciels et applications spécifiques réalisés le cas échéant au titre du marché est (à l'exception de ceux afférents au(x) logiciel(s) sous licence libre) :

- Pour les prestations du volet 1 : la date de paiement effectif par INRAE au titulaire de la tranche de paiement dans laquelle se situe les résultats finalisés objets du ou des droits cédés (développements). La tranche de paiement désigne le ou les acomptes concernant le volet 1. En tout état de cause, la date de paiement du dernier acompte annuel afférent au volet 1 du marché emporte cession de l'ensemble des droits relatifs à l'ensemble des logiciels et applications spécifiques (développements) réalisés le cas échéant.
- Pour les prestations du volet 2 : la date de paiement effectif par INRAE au titulaire de la totalité du montant du bon de commande considéré.

Toutefois INRAE réaffirme la pleine propriété du titulaire sur les droits d'auteurs (méthodes, techniques, outils et tout procédé) attachés aux développements spécifiques.

Par ailleurs, INRAE s'engage à considérer les méthodes du titulaire comme confidentielles.

Article 13-4 : Logiciels & développements spécifiques réalisés à partir de logiciel(s) sous licence(s) libre(s)

En cas de développements spécifiques opérés à partir de logiciels dont la licence libre liée nécessite expressément une diffusion, le régime de la propriété intellectuelle des développements spécifiques suit celui de la licence si les développements spécifiques nécessitent une évolution du ou des logiciels libres.

Article 13-5 : Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine

Le titulaire garantit à INRAE qu'il prend toute mesure utile pour préserver la propriété d'INRAE et de ses ayants droits sur les données qui lui sont transmises dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'interdit de les utiliser, de les transmettre à des tiers, de les modifier, de les dupliquer ou de les conserver, au-delà et en dehors des prestations prévues au marché. Il ne peut ni les reproduire, ni les représenter, ni les diffuser à titre gratuit ou onéreux à des tiers sur quelque support connu ou inconnu que ce soit, en dehors des prestations entrant dans l'objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à restituer à INRAE toutes les données, dossiers d'analyse, traitement de données, programmes, vidéogrammes, contenus sonores et/ou visuels, documents graphiques, films,

enregistrements, fichiers, bases de données et tous autres documents sur quelque support connu ou inconnu à ce jour que ce soit, fournis par INRAE et utilisés pour l'exécution du marché.

Article 13-6 : Garantie des droits

Le titulaire garantit INRAE contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle et industrielle des matériels, des logiciels, applications, documentations et méthodes fournis le cas échéant au titre du marché.

Si INRAE est saisi de revendications de tiers, ou est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations entrant dans l'objet du présent marché, le titulaire - sans préjudice des sanctions encourues - doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Le titulaire du marché garantit qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou à remplacer les éléments objets du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du Titulaire du marché.

INRAE, s'il fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle ou industrielle portant sur un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- Aviser le titulaire, dans un délai de 8 jours, de l'assignation qu'il aurait reçue ;
- L'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense, sans que cette procédure puisse être alléguée par le titulaire pour des délais supplémentaires d'exécution, ou des demandes de paiement supplémentaire ;

Accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge d'INRAE, ni délai supplémentaire d'exécution des prestations.

ARTICLE 14 – GARANTIE

La garantie doit comprendre, la garantie des données et la non-régression des applications.

La garantie inclut tous les coûts y compris les frais de déplacements.

Les prestations du volet 1 et du volet 2 générant du développement font l'objet d'une garantie.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-TIC, cette garantie est de 30 jours ouvrés pour les développements issus de la maintenance corrective et 60 jours ouvrés pour les développements issus des autres prestations. Elle court à compter de la réception des prestations telle qu'indiquée à l'article 8-3 du présent document.

ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 39 à 44 inclus du CCAG-TIC à l'exclusion de l'article 41.2 du CCAG-TIC qui ne s'applique pas au présent marché.

Article 15-1 : Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

INRAE pourra, pour quelque raison que ce soit, résilier le marché, avant son échéance, dans les conditions prévues à l'article 43 du CCAG-TIC.

Dans ce cas, la personne responsable du marché doit en avertir le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postale mentionnant la date d'effet de la résiliation.

L'indemnisation forfaitaire versée au titulaire est fixée à 4% du montant hors TVA de la partie résiliée restante de la période annuelle du marché en cours (volet 1) et/ou du (des) bon (s) de commande(s) en cours d'exécution (volet 2).

Le titulaire est tenu à l'ensemble des obligations contractuelles jusqu'à la date d'effet de la résiliation mentionnée dans la lettre.

Article 15-2 : Résiliation aux torts du Titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du Titulaire dans les conditions fixées à l'article 42 du CCAG-TIC.

Par ailleurs la résiliation aux torts du titulaire sera également prononcée, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 42.2 du CCAG-TIC, lorsque celui-ci ne respecte pas les dispositions de l'article 4-3 du présent document (secret professionnel et obligation de discrétion), ou, se trouve dans l'incapacité de fournir, sous 3 heures ouvrées suivant la demande du pouvoir adjudicateur, le lieu effectif où se situent les données et/ou informations le cas échéant transférées. Cette résiliation s'effectue sans préjudice des autres actions, notamment pénales, qui seraient engagées dans ce cas à l'encontre du titulaire.

De même, INRAE peut résilier le marché aux torts du titulaire pour mauvaise exécution des prestations, après mise en demeure préalable, si l'application répétée des pénalités prévues à l'article 12-1 du présent marché n'apporte aucune amélioration significative ou lorsque la somme des pénalités appliquées atteint le plafond prévu à l'article 12-3 du présent document.

ARTICLE 16 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Les dommages ou dégradations survenus aux lieux occupés et à leurs dépendances sont à la charge du titulaire sauf pour celui-ci à apporter les éléments de nature à l'exonérer de sa responsabilité.

INRAE est dégagé de toute responsabilité pour toute disparition ou détérioration de matériel, de mobilier ou de marchandise, situés dans les espaces mis à disposition au titre du présent marché dans le cadre de réunions de travail, ainsi que tout accident survenu au personnel employé par le titulaire.

Ce dernier prendra toute disposition qu'il jugera nécessaire en matière de sécurité et de vol.

Si le titulaire manque à ses obligations, INRAE sera en droit d'obtenir en cas de faute du titulaire et dans les limites ci-après, la réparation de son préjudice.

L'indemnité totale due par le titulaire à INRAE en réparation de son préjudice ne pourra dépasser le montant du marché notifié cumulé au montant des bons de commandes exécutés et des avenants éventuels.

Les limites ci-dessus ne s'appliquent pas aux dommages corporels, ni aux dommages aux biens matériels (mobiliers ou immobiliers), dont le titulaire sera responsable dans les conditions du droit commun, ni aux actions en contrefaçon.

Le titulaire ne sera en aucun cas responsable des dommages indirects causés à INRAE. A cet effet, Il est convenu que toute action dirigée contre INRAE par un tiers, à l'exception des actions en contrefaçon et des

dommages corporels ou aux biens matériels mobiliers ou immobiliers, constituent des dommages indirects et, par conséquent, n'ouvrent pas droit à réparation.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-TIC.

Il doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande

ARTICLE 17 – EVOLUTION DE LA LEGISLATION

Par dérogation aux articles 5.2.2 (Protection des données à caractère personnel), 6.2 (protection de la main d'œuvre) 7.2 (Protection de l'environnement) du CCAG-TIC, toute évolution législative en cours d'exécution du marché s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de le formaliser par un avenant sauf :

- pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires
- pour le cas où une disposition de la dite nouvelle législation prévoit expressément le contraire.

ARTICLE 18 – MODE DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG-TIC, le mode opératoire de communication entre les parties au marché ne se fait pas par ordre de service.

Les communications entre le titulaire et INRAE faisant courir un délai se feront par courrier électronique (courriel) avec demande d'accusé réception.

Pour tout autre type de communication, les parties en choisissent librement le mode en privilégiant dans la mesure du possible le mode favorisant le respect de l'environnement, à savoir le mode électronique.

De même le titulaire astreindra ses personnels, pour toute réunion physique ayant lieu à INRAE dans le cadre de la mission, à se déplacer, dans la mesure du possible, au moyen des transports en commun. Dans la mesure du possible la visioconférence sera privilégiée.

ARTICLE 19 – LITIGE

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord, le tribunal administratif de Versailles est seul compétent.

ARTICLE 20 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CLAUSE SOCIALE

Il est fait notamment application de l'article [L.8222-6](#) du code du travail.

Par ailleurs, en application des articles [R2143-6 à R2143-10](#) du Code de la commande publique et des articles [L.8222-1](#) (cocontractant établi en France) ou [L.8222-4](#) (cocontractant intervenant sur le territoire national établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six (6)

mois et jusqu'à la fin du marché, les pièces et attestations à jour justifiant de sa situation au regard de ses obligations fiscales et sociales. Ces pièces et attestations sont transmises par le titulaire (mandataire, cotraitants et sous-traitants) au pouvoir adjudicateur.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Si le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 - DEROGATION AU CCAG-TIC

Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé	Articles du CCAP dérogeant au CCAG-TIC
4.1	2
4.2.1	2
26.2 et 27	8.1
28.1	8.3
30.1	8.3 et 14
47	9.2
42.2	15.2
5.2.2	17
3.8	18